

Budget de l'Ontario

Analyse du budget de l'Ontario 2006

*L'investissement en infrastructure
avant l'élimination du déficit*



En résumé :

Le ministre des Finances de l'Ontario, Dwight Duncan, a déposé aujourd'hui son premier budget, le troisième du gouvernement McGuinty. Alors que le budget précédent contenait des investissements massifs en éducation, le budget 2006 met l'accent sur l'investissement dans les infrastructures de transport de la province et sur l'accroissement des dépenses en santé. Malgré des revenus beaucoup plus importants qu'anticipés, le gouvernement ontarien choisit de ne pas accélérer son plan d'élimination du déficit.

Voici quelques faits saillants :

- Les résultats préliminaires font état d'un déficit de 1,4 G\$ pour l'exercice 2005-2006, une amélioration de seulement 200 millions par rapport à l'exercice précédent. Les dépenses et les revenus ont progressé de façon soutenue au cours de la dernière année.
- Le gouvernement anticipe une progression limitée de 2,1 % des revenus et des dépenses au cours de l'exercice 2006-2007 et un déficit de 2,4 G\$ de dollars. Ce déficit inclut cependant une réserve annuelle pour éventualités de 1 G\$. Si l'utilisation de cette réserve n'est pas nécessaire, comme ce fut le cas cette année, le déficit demeurera à 1,4 G\$.
- L'élimination du déficit est toujours prévue pour l'exercice 2008-2009 au plus tard. Si les réserves ne sont pas utilisées, l'Ontario renouera avec l'équilibre budgétaire un an plus tôt, soit lors de l'exercice 2007-2008.
- En 2005, la croissance économique a été supérieure à ce qui était anticipé par le secteur privé et le ministère des Finances. Ceci s'est traduit par des revenus supplémentaires importants pour la province, principalement par l'entremise de l'impôt sur le revenu. Le gouvernement ontarien a décidé d'allouer plus de 60 % des fonds supplémentaires disponibles à de nouveaux investissements dans les infrastructures de la province.
- Le gouvernement annonce ainsi, par le biais de Transports-Action Ontario, un nouvel investissement de 1,2 milliard de dollars dans les réseaux de transport en commun et les infrastructures routières de la province; 838 millions iront à l'expansion et à la modernisation du transport en commun dans la région du Grand Toronto, dont 670 millions serviront à financer le prolongement de métro de Toronto jusqu'à la région de York. Ce projet demandera, cependant, la participation financière des administrations municipales et fédérales.
- Donnant suite à son engagement envers les municipalités, le gouvernement provincial augmentera à 2 cents le litre la partie de la taxe sur l'essence qu'elles reçoivent pour financer le transport en commun.
- La croissance des coûts liés aux soins de santé, une des grandes priorités du gouvernement McGuinty, se poursuit à un rythme effréné. Les dépenses augmenteront de 1,9 G\$ dans ce secteur pour atteindre 35,4 G\$ lors de l'exercice 2006-2007, soit 46 % de l'ensemble des dépenses de programmes. La hausse des dépenses en éducation sera plus limitée, soit 424 millions de dollars.
- Le budget ne contient pas d'augmentation d'impôt ou de taxe. La seule réduction significative concerne la taxe sur le capital appliquée aux entreprises. Le taux d'imposition actuel diminuera de 5 % (de 0,3 % à 0,285 %) à compter du premier janvier 2007, soit deux années plus tôt que prévu. Le gouvernement entend éliminer complètement l'impôt sur le capital en 2010, si le contexte financier le lui permet.
- La dette nette de l'Ontario atteindra 146,8 G\$ à la fin de l'exercice 2006-2007 et continuera de progresser par la suite. Le budget ne contient pas de plan de remboursement de la dette. L'importance de la dette nette par rapport au produit intérieur brute (PIB) devrait tout de même reculer et passer sous les 25 % en 2008-2009.

Tableau 1
Sommaire des opérations

En millions de \$	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006p-2007p	2007p-2008p	2008p-2009p
. Total des revenus	66 534	68 891	68 400	77 841	83 939	85 730	90 300	94 000
- Var. ann. en %	0,4	3,5	(0,7)	13,8	7,8	2,1	5,3	4,1
. Total des charges	66 159	68 774	73 883	79 396	85 308	87 080	90 300	92 500
- Var. ann. en %	2,7	4,0	7,4	7,5	7,4	2,1	3,7	2,4
. Réserves	---	---	---	---	---	1 000	1 500	1 500
. Excédent/(déficit)	375	117	(5 483)	(1 555)	(1 369)	(2 350)	(1 500)	0
. Dette nette	132 121	132 647	138 557	140 662	142 961	146 763	149 800	151 200
. Déficit accumulé	132 121	118 705	124 188	125 743	113 053	115 403	116 900	116 900
. Total des charges en % du PIB	14,6	14,4	15,0	15,3	15,7	15,3	15,2	14,9
. Excédent/(déficit) en % du PIB	0,1	0,0	(1,1)	(0,3)	(0,3)	(0,4)	(0,3)	0,0
. Dette nette en % du PIB	29,1	27,7	28,1	27,2	26,2	25,8	25,2	24,3
. Déficit accumulé en % du PIB	29,1	24,8	25,2	24,3	20,8	20,3	19,7	18,8

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Desjardins, Études économiques

p : prévisions

Des hypothèses économiques prudentes

Comme ce fut le cas l'an passé, le gouvernement ontarien utilise des hypothèses économiques prudentes dans ce budget. Ainsi, la croissance économique réelle de 2,3 %, prévue cette année, est significativement inférieure à notre prévision de 2,8 %. La croissance prévue de 2,5 % en 2007 est similaire à notre scénario. Selon les estimés du ministère des Finances, une augmentation de 1 % de la croissance réelle par rapport aux hypothèses budgétaires se traduit, en moyenne, par une hausse de 645 millions des revenus de la province.

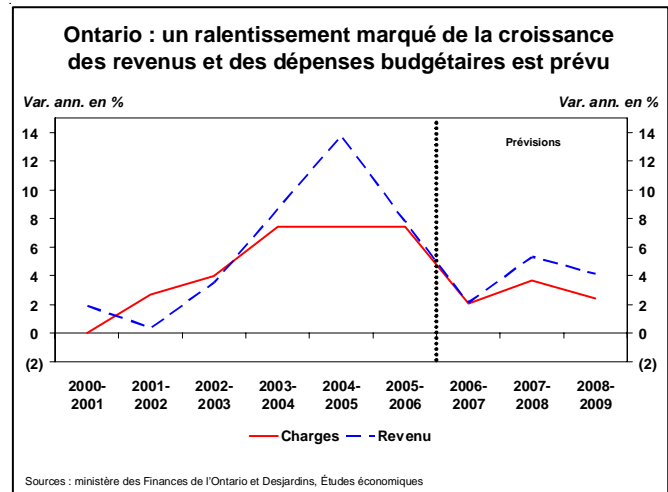
Tous s'accordent pour dire que le contexte économique, dont l'appréciation marquée du dollar canadien et l'augmentation des prix du pétrole, nuit à l'économie ontarienne et continuera de limiter sa progression en 2006 et 2007.

Par ailleurs, les hypothèses financières semblent prudentes. Le ministère des Finances prévoit des taux d'intérêt supérieurs à ceux de notre scénario, particulièrement en 2007, ce qui pourrait se traduire par des économies par rapport aux charges d'intérêt prévues actuellement. Le dollar canadien pourrait cependant s'apprécier un peu plus que ce qui est anticipé par le ministère des Finances.

Le déficit aurait pu être éliminé

Le budget d'aujourd'hui montre bien que la situation fiscale de la province ontarienne s'est fortement améliorée depuis quelques années. Pour une deuxième année consécutive, les revenus ont fortement dépassé les attentes du gouvernement, ce qui lui donne une marge de manœuvre importante pour investir dans ses priorités.

Il est cependant regrettable que le gouvernement n'ait pas profité de cette occasion pour éliminer dès maintenant le déficit de la province. Toutefois, le réinvestissement majeur dans les infrastructures de transport nous semble une mesure intéressante qui sera bénéfique à long terme, pour l'économie de la province. Le moment de son annonce et,



surtout, certains traitements comptables ont cependant de quoi surprendre. Ainsi, le plan Transports-Action Ontario, un projet d'investissement, est comptabilisé immédiatement comme une charge et vient à lui seul expliquer 90 % du déficit enregistré lors de l'exercice 2004-2005. Le gouvernement McGuinty semble avoir préféré attendre le prochain budget, le dernier avant l'élection d'octobre 2007, pour rétablir l'équilibre budgétaire.

L'accélération de la réduction de la taxe sur le capital nous apparaît une excellente mesure et devrait stimuler l'investissement et accroître la compétitivité des entreprises ontariennes. On peut cependant se demander s'il n'aurait pas été souhaitable de réduire un peu plus le fardeau fiscal des ménages et des entreprises ontariennes, dans un contexte où la province connaît une période économique difficile.

Pour les prochaines années, les hypothèses prudentes et l'importante réserve pour éventualités donnent une marge de manœuvre importante au gouvernement ontarien. Il faudra cependant voir si la province réussira, comme elle le prévoit, à limiter la croissance annuelle de ses dépenses à seulement 2,7 % par année, en moyenne, au cours des prochains exercices budgétaires, comparativement à une moyenne de 7,4 % lors des trois derniers exercices.

La question du règlement du déséquilibre fiscal pourrait aussi avoir des impacts importants sur la situation budgétaire de la province alors que le gouvernement McGuinty rappelle aujourd'hui son désir de voir se réduire l'écart annuel de 23 G\$ entre la contribution de l'Ontario à la Confédération et les services et transferts reçus du gouvernement fédéral.

Tableau 2
Prévisions économiques et financières

	2005 Budget	2006p Budget	Mouvement Desjardins	2007p Budget	Mouvement Desjardins
. PIB Ontario nominal (%)	5,3	4,5	5,6	4,3	4,8
. PIB Ontario réel (%)	2,7	2,3	2,8	2,5	2,6
. Inflation de l'IPC*	2,2	2,1	1,8	1,8	2,0
. Bons du Trésor canadiens (%)					
- 3 mois	2,7	4,0	3,9	4,3	3,6
. Obligations canadiennes (%)					
- 10 ans	4,1	4,5	4,3	4,8	4,0
. Dollar canadien (\$ US/\$ CAN)	82,5	87,0	88,0	87,0	90,0

* Indice des prix à la consommation.

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Desjardins, Études économiques

p : prévisions